

Journal d' Afghanistan

Géopolitique et stratégie

N° 497 du 10.10.2011

Par **C.De Broeder** & **M.Lemaire**

a) Le "Journal d'Afghanistan" est visible sur les blogs :

<http://journaldeguerre.blogs.dhnet.be/>

<http://journauxdeguerre.blogs.lalibre.be/>

b) sur le site de Eva Resis : no-war.over-blog.com

c) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) Et sur le site Palestine Solidarité : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_afghans.htm

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Sommaire :

Réflexion

1-1 Mohammed Larbi : La poudrière afghane ne connaît pas de répit.

1-2 Manlio Dinucci : Le coût exorbitant de la « Guerre au Terrorisme »...

1-3 Manlio Dinucci : Assiégés dans les forteresses : L'art de la guerre.

2 Annexe

2-1 Dana Priest et William M. Arkin : "Top secret america": aux Etats-Unis, un monde caché hors de tout contrôle.

2-2 Francisco Vielma : Les tyrans pétroliers dans le monde.

2-3 Lindsey GERMAN ; Et maintenant, que diriez-vous d'une minute de silence pour les morts en Afghanistan, Irak, Pakistan.... ?

1 Analyse - Géopolitique et stratégie.

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information

1-1 Mohammed Larbi : La poudrière afghane ne connaît pas de répit.

La situation en Afghanistan n'a jamais été aussi dangereuse depuis que le retrait des troupes internationales de ce pays n'est plus qu'une question de calendrier, la décision ayant été entérinée au dernier sommet de l'OTAN tenu au mois de novembre 2010 au Portugal. Ou encore qu'il est de plus en plus question d'une solution négociée impliquant les résistants chassés du pouvoir au mois de novembre 2001.

Relancer une telle approche largement récusée il y a bien des années, pourtant aussi bien par les Etats-Unis que les autres pays membres de la coalition, devrait expliquer l'échec de l'approche strictement militaire. La

porte-parole du département d'Etat, Victoria Nuland, a rappelé lundi que les Etats-Unis étaient favorables à un processus de réconciliation «mené par les Afghans», et à condition que les «réconciliés» renoncent à la violence, et acceptent la constitution afghane ainsi que les droits de l'homme.

Dans un autre registre, les résistants multiplient quant à eux les opérations armées, jusque dans la capitale afghane, cherchant, selon des spécialistes, une victoire militaire. En ce sens, la guerre n'a jamais été aussi intense. Hier encore, les résistants ont attaqué le quartier général de la force internationale de l'Otan (Isaf) en plein centre de Kaboul. Selon des sources concordantes, un déluge de feu s'est abattu sur ce périmètre supposé inattaquable et infranchissable. Ce qui renvoie alors à la sécurité d'une manière générale sur l'ensemble de l'Afghanistan, et il n'est pas difficile de conclure qu'elle est absente, du moins défailante. Et dans ce même cadre, la relève de la force internationale qui manque au moins de présence, sinon d'efficacité.

Ce qui pose le plus sérieux des problèmes, celui relatif à l'avenir de l'Afghanistan après le retrait en 2014 des forces de la coalition internationale. Il n'est alors pas exclu que ce pays sombre à nouveau dans une guerre opposant les Afghans entre eux. Une hypothèse basse selon certains analystes, persuadés que rien d'ici cette date n'empêchera le retour des résistants. A quoi donc aura donc servi une guerre de dix années, si sa fin signifie le retour à la case départ ?

Plus grave encore semble être la multiplication de forces d'opposition après que l'armée américaine eut accusé lundi le réseau Haqqani d'être responsable de l'attentat perpétré samedi à l'aide d'un camion piégé contre une base de l'Otan en Afghanistan qui a fait plus de 100 blessés, dont 77 soldats de la coalition.

Les résistants ont revendiqué l'attentat. Le réseau Haqqani est affilié aux résistants et est soupçonné d'avoir organisé plusieurs attaques spectaculaires ces dernières années, notamment dans la capitale Kaboul. Cette recrudescence des attentats intervient alors que par ailleurs, Washington soutient un projet consistant à ouvrir un bureau de représentation pour les résistants au Qatar d'ici la fin de l'année, afin d'autoriser des pourparlers de paix officiels.

Cette étape doit permettre des progrès dans les discussions préliminaires avec les résistants, menées par Washington avec notamment l'implication de la Grande-Bretagne, afin de faciliter le processus de réconciliation avec le gouvernement afghan, ce qui veut dire que la voie de la négociation n'a jamais été abandonnée en dépit des attaques des résistants, sauf à croire que ces derniers entendent prouver qu'ils ont le contrôle du terrain, contrairement aux forces du président afghan Hamid Karzai, et qu'ils sont donc en position de force. La suite pourrait alors être plus tragique.

Mohammed Larbi

14-09

http://www.elwatan.com/international/repere-la-poudriere-afghane-ne-connait-pas-de-repit-14-09-2011-139767_112.php

1-2 Manlio Dinucci : Le coût exorbitant de la « Guerre au Terrorisme »...

Alors que les Etats-Unis et nombre de pays européens croulent sous des dettes publiques gigantesques, d'un montant souvent comparable à leur PIB, et alors que la rigueur sociale atteint tous les pays occidentaux, combien coûtent réellement cette "Guerre au terrorisme" et les guerres déclenchées au lendemain du 11-Septembre ? En termes de dollars, mais aussi en coût "humain", morts, blessés, invalides.

C'est ce à quoi s'est intéressé le journaliste Manlio Dinucci du quotidien italien *Il Manifesto*.

Les coûts de la « War on terror »

Quel est le coût économique de la « guerre à la terreur », que les Etats-Unis ont lancée il y a dix ans ? L'Institut d'études internationales de la *Brown University*⁽¹⁾ l'a calculé. L'invasion de l'Afghanistan en 2001 et de l'Irak en 2003, et l'extension successive des opérations guerrières au Pakistan, comportent un coût d'environ 4.000 milliards de dollars. Pour avoir une idée de ce que représente ce chiffre, il suffit de penser qu'il équivaut à ce que l'Afghanistan réalise, en termes de produit intérieur brut, en trois siècles environ, et l'Irak en plus d'un demi siècle.

L'équipe de l'institut, formée de plus de vingt chercheurs, a calculé avant tout la dépense militaire directe, constituée par les sommes allouées pour la guerre que le Congrès a ajoutées au budget du Pentagone : environ 2.000 milliards de dollars. Cette somme n'était pas disponible dans les caisses publiques. Elle a donc été empruntée à des banques et organismes internationaux, obligeant cependant le gouvernement fédéral à payer (toujours avec de l'argent public) des intérêts salés : environ 200 milliards de dollars en dix ans. 74 autres milliards ont été dépensés, sous forme d'aides extraordinaires, pour étayer les vacillants régimes mis au pouvoir en Irak et Afghanistan.

La « guerre à la terreur » a en outre comporté une dépense de plus de 400 milliards de dollars pour renforcer la « sécurité de la patrie ». A ces dépenses est venue s'ajouter celle de l'assistance aux militaires rentrés blessés ou invalides des actions guerrières : jusqu'à présent 32 milliards de dollars. Mais ceci n'est que la pointe de l'iceberg : les vétérans (anciens combattants, NdT) qui réclament assistance pour des blessures ou des invalidités sont plus d'un million. On calcule que, en 30-40 ans, ils coûteront de 600 à 1.000 milliards de dollars. Et, malgré le plan annoncé de diminuer le nombre des militaires en Afghanistan et Irak, d'autres financements sont prévus pour la guerre : pour l'année budgétaire 2012, au moins 118 milliards, qui s'ajouteront aux 553 du budget du Pentagone.

Le coût de la guerre grimpera donc bien au-dessus des 5.000 milliards de dollars. La dette publique augmente en conséquence, dette que l'Etat n'est pas en mesure de rembourser, et les intérêts pourraient atteindre environ 1.000 milliards dans l'actuelle décennie. Ceci provoque une augmentation des taux d'intérêt (c'est-à-dire du coût de l'argent), qui se répercute aux USA surtout sur les classes moyennes : l'an dernier, à cause de l'augmentation des taux d'intérêt dû à

l'endettement pour la guerre, les acquéreurs de logements ont vu augmenter leurs emprunts hypothécaires, en moyenne, de 600 dollars.

La guerre a par contre renfloué les caisses des partenaires contractuels du Pentagone : Halliburton est passé en quatre années de moins d'un demi milliard à 6 milliards de dollars de contrats, et Lockheed Martin est arrivé à 29 milliards en une année. Grosses affaires aussi pour les compagnies militaires privées : en 2003 il y avait dans la guerre en Irak plus de « contractuels » (mercenaires, NdT) que de militaires.

Les coûts humains, pour les Etats-Unis, sont quantifiés à hauteur de plus de 6 mille morts au combat et plus d'un demi million d'invalides. Le nombre de civils tués dans les actions guerrières se monte à 125 mille en Irak, 50 mille au Pakistan et Afghanistan. Mais ce sont des estimations faites largement par défaut : des centaines de milliers de blessés et environ 8 millions de réfugiés continuent à mourir. Loin des yeux, loin du cœur des grandes démocraties qui sont allées les sauver de la menace de terrorisme.

Manlio Dinucci

07 septembre, 2011 by GeantVert

Edition de mardi 12 juillet 2011 de *il manifesto*

Note : (1) Située à Providence dans l'Etat du Rhode Island.

Traduit de l'italien par Marie-Ange Patrizio

<http://www.reopen911.info/News/2011/09/07/le-cout-exhorbitant-de-la-guerre-au-terrorisme/>

1-3 Manlio Dinucci : Assiégés dans les forteresses : L'art de la guerre.

A force de faire des guerres, les Etats-Unis se sont fait de plus en plus d'ennemis. Ils sont ainsi préoccupés par la sécurité de leurs ambassades, qui sont non seulement des sièges diplomatiques mais des centres opérationnels des services secrets et des commandements militaires. Le Département d'Etat, estimant que 85% de ses ambassades sont vulnérables, a dépensé 6 milliards de dollars pour les renforcer avec du matériel anti-explosion et des barrières infranchissables.

En même temps il en construit de nouvelles, qui sont de véritables forteresses. La plus grande est celle de Kaboul, la plus grande du monde, qui abrite le quartier général OTAN/Isaf toujours sous commandement étasunien.

Elle a coûté jusqu'à présent plus de 700 millions de dollars, et a été inaugurée le 14 février, mais d'autres édifices seront construits à l'intérieur de sa citadelle d'ici 2014, tandis qu'à Herat et Mazar el Sharif sont réalisés deux consulats fortifiés.

Preuve que les USA n'entendent pas relâcher prise sur l'Afghanistan.

A l'inauguration, le vice-ambassadeur Anthony Wayne assura que l'édifice construit, en attendant d'en réaliser trois plus grands de plusieurs étages, allait pour le moment fournir « une installation sûre et confortable pour 432 diplomates et membres du staff ». Sept mois plus tard, le 13 septembre, l'ambassade a pourtant été attaquée par des insurgés. Et, pire encore, l'amiral Mike Mullen, président des Chefs d'état-major réunis (la plus haute autorité militaire), a déclaré que derrière cette attaque se trouve l'Isi, le service secret pakistanais. Un affront pour la stratégie annoncée en mars 2009 par le président Obama : après avoir assuré que les USA ne sont pas en Afghanistan pour le contrôler et décider de son avenir, mais pour affronter un ennemi commun, il a déclaré que l'avenir de l'Afghanistan est inextricablement lié à celui du Pakistan. Ce qui signifie, dans le langage du Prix Nobel de la Paix, que les USA considèrent les deux pays comme un seul théâtre de guerre.

Au Pakistan, cependant, on rencontre des résistances croissantes même au siège du gouvernement, malgré le fait que Washington fournisse à Islamabad une aide militaire de 2 milliards de dollars. Le gouvernement pakistanais a rejeté l'accusation de Mullen et sa requête de couper tout lien avec le groupe présumé auteur de l'attaque contre l'ambassade. Il a aussi refusé de laisser entrer des troupes étasuniennes dans la zone tribale à la frontière entre les deux pays, officiellement pour faire la chasse aux auteurs de l'attentat. Le jour même où le gouvernement pakistanais a rejeté la demande, le 23 septembre, un drone de la Cia a cependant lancé deux missiles contre une maison, dans un village pakistanais de frontière, en tuant plusieurs personnes. Depuis qu'en mai les *Navy Seals*[1] ont donné l'assaut, au Pakistan, au présumé refuge de Ben Laden, dont le présumé cadavre a ensuite été jeté en mer, les attaques des drones se sont intensifiées. Ceci suscite une indignation populaire croissante. Si bien que l'ambassade étasunienne à Islamabad prévient ses concitoyens d'être attentifs aux « fréquentes manifestations anti-américaines (*anti-étasuniennes, NdT*) et anti-occidentales ».

Tandis que ceux qui habitent à Kaboul sont avertis : « éviter les déplacements non nécessaires et les lieux fréquentés par des occidentaux ». Et, au premier avis de danger, de courir s'enfermer dans l'ambassade-forteresse. Elle aussi, quand même, pas très sûre.

[1] Commandos de forces spéciales dits aussi « unités d'élite », voir leur présentation édifiante : <http://le.cos.free.fr/navy.htm>

[1] Commandos de forces spéciales dits aussi « unités d'élite », voir leur présentation édifiante : <http://le.cos.free.fr/navy.htm>
[Mondialisation.ca](http://mondialisation.ca),

Manlio Dinucci

Le 27 septembre 2011

ilmanifesto.it

Manlio Dinucci est un collaborateur régulier de Mondialisation.ca.

<http://www.ilmanifesto.it/area-abbonati/in-edicola/manip2n1/20110927/manip2pg/14/manip2pz/310632/>

Traduit de l'italien par Marie-Ange Patrizio

2-1 Dana Priest et William M. Arkin : "Top secret america": aux Etats-Unis, un monde caché hors de tout contrôle.

L'éventuelle prolongation de la présence des troupes US en Irak, l'envergure de l'ambassade américaine en Irak, qui ne comportera pas moins de 16 000 personnes (!) au statut flou, l'immense pouvoir occulte délégué à une organisation telle que le *JSOC (Joint Special Operations Command)*, comme exposé ci-dessous dans un article paru dans le *Washington Post*, laissent planer des doutes sur la capacité de l'Irak à assurer sa souveraineté et son indépendance.

Les drones militaires et les forces paramilitaires de la CIA ont tué des dizaines de chefs d'Al-Qaïda et des milliers de ses soldats. Mais, il existe une autre organisation mystérieuse qui, elle aussi, a éliminé encore plus d'ennemis des Etats-Unis au cours de la décade qui a suivi le 11 septembre.

Les agents de la CIA ont emprisonné et interrogé près d'une centaine de terroristes présumés dans leurs prisons secrètes éparpillées dans le monde mais les hommes de cette autre organisation en ont interrogé dix fois plus dans des prisons qu'elle seule contrôle en Irak et en Afghanistan.

Depuis les attaques du 11 septembre, ce groupe d'hommes (*et quelques femmes*), a été multiplié par dix tout en maintenant un degré de clandestinité sans aucune mesure avec celle de la CIA. « *Nous sommes la matière noire, nous sommes la force qui ordonne l'univers mais on ne peut nous voir* ». C'est en ces termes qu'un homme de *SEAL Marine (initiales pour mer, air et terre)* décrit son unité sous couvert d'anonymat.

Choisir les individus à mettre sur sa liste de cibles et les tuer plutôt que de les capturer

Les *SEALs* font partie du Commandement des Opérations Spéciales de l'armée américaine connu sous l'acronyme de *JSOC (Joint Special Operations Command)*, qui, d'une petite équipe de sauvetage d'otages est devenue une armée secrète. Quand des membres de cette force d'élite a tué Ossama ben Laden, en mai dernier, au Pakistan, les chefs ont célébré non seulement le succès de l'opération, mais le fait que peu de gens connaissaient leur commandement, basé à Fayetteville, NC. Peu d'informations ont circulé, jusqu'à présent, dans le public sur cette organisation.

Deux présidents et trois secrétaires d'Etat ont assez souvent demandé au *JSOC* de monter des missions de contre espionnage et des raids mortels en Irak et en Afghanistan mais aussi dans des pays avec lesquels les Etats-Unis n'étaient pas en guerre, notamment, le Yémen, le Pakistan, la Somalie, les Philippines, le Nigeria et la Syrie. « *La CIA n'a ni la taille ni l'autorité pour faire ce que nous pouvons faire* » dit-on chez les *JSOC*.

Le président a, aussi, conféré au *JSOC* le pouvoir de choisir les individus à mettre sur sa liste de cibles – et de les tuer plutôt que de les capturer. Des critiques ont dénoncé cette chasse à l'homme individuelle, la considérant comme un assassinat, une méthode interdite par la loi américaine. Cette liste n'est en rien rattachée à une liste similaire de la CIA, mais qui comporte moins de noms.

Créée en 1980, mais réinventée ces dernières années, le *JSOC* est passé de 1800 personnes avant le 11 septembre à 25000, nombre qui fluctue en fonction des missions. Elle a son propre service de renseignement, ses propres drones, et avions de reconnaissance, même ses propres satellites. Elle a aussi ses propres cyber-guerriers, qui, en septembre 2008, ont fermé tous les sites des djihadistes qu'ils connaissaient. Le secret est la marque de fabrique de cette unité ; quand ses membres travaillent au sein d'agences ou ambassades US, à l'étranger, ils se dispensent de porter l'uniforme, ou tout autre nom ou grade, au combat... Le *JSOC* prend ses ordres directement du Président ou du Secrétaire à la Défense et est dirigé et sous le contrôle d'un commandement strictement militaire.

Sous le Président Bush, les opérations du *JSOC* étaient rarement soumises au regard du Congrès, ni avant ni après d'ailleurs car les conseillers du gouvernement considéraient leurs activités comme « des activités militaires traditionnelles ». Obama a adopté exactement la même position mais il a insisté pour que les opérations sensibles du *JSOC* soient présentées à un comité du Congrès spécialement sélectionné.

Force létale

La première mission du *JSOC* en 1980, l'Opération Griffes de l'Aigle (*Eagle Claw*) consistait en une mission de sauvetage des diplomates retenus en otages par les étudiants iraniens à l'ambassade US à Téhéran et s'est terminée par une collision dans le désert et la mort de huit des membres de l'équipe. L'extrême « *discrétion* » de l'unité engendrait la méfiance des chefs militaires traditionnels et on n'y eut plus recours.

Le Secrétaire à la Défense, Ronald Rumsfeld, se gaussant de ce que la CIA avait pénétré la première en Afghanistan et frustré de la lenteur de l'armée, a insufflé une nouvelle vie à l'organisation. Le noyau du JSOC regroupe la Force Delta, le SEAL de la marine, le *24ème Special Tactics Squadron* de l'armée de l'air, le *160th Special Operations Aviation Regiment* de l'armée et le *75 Ranger Regiment*.

Le caractère dangereux de la *JSOC* s'est manifesté en décembre 2001, dans les montages de Tora Bora où, dans les nuits du 13 et 14 décembre, *JSOC* a tué tant de forces ennemies qu'il a fallu enlever les cadavres des combattants d'Al-Qaïda par camions le lendemain. Mais elle a aussi commis des fautes : le 1er juillet 2002, dans ce que la *Rand Corporation* a qualifié « *la pire attaque dévoyée de toute la guerre* » une équipe de reconnaissance de la *JSCO* à la poursuite de Résistantss est tombée dans une embuscade. Un AC 130 a tiré sur six sites dans le village de Kakarak ; tuant des centaines de civils. « *L'incident du mariage* » du nom qui lui a été donné parce que ceux qui assistaient à ce mariage ont été pris pour cible a convaincu les Afghans que les forces américaines n'avaient aucun respect pour la vie des civils.

Il n'empêche que, le 16 septembre 2003, Rumsfeld a signé un ordre renforçant la position du JSOC comme centre mondial du contre-terrorisme, et établissant une liste de 15 pays et les activités permises selon certains scénarii avec les approbations préétablies pour les appliquer. En Irak et en Afghanistan, il n'y avait pas besoin d'autre accord pour toute action contre Al-Qaïda. Dans d'autres pays, comme l'Algérie, l'Iran, la Malaisie, le Mali, le Nigeria, le Pakistan, les Philippines, la Somalie et la Syrie- les forces du *JSOC* devaient requérir l'accord tacite du pays concerné ou au moins un blanc seing des hauts échelons de la chaîne de commandement. Aux Philippines, par exemple, le *JSOC* pouvait entreprendre une action psychologique pour confondre ou piéger les agents d'Al-Qaïda, mais avait besoin d'une approbation de la Maison Blanche pour toute action mortelle...

A l'automne 2003, le *JSOC* eut un nouveau commandant qui désirait en faire l'arme la plus efficace de l'arsenal du contre-terrorisme des Etats-Unis. De son perchoir de vice-directeur des opérations de l'Etat-Major, Mc Chrystal en était venu à croire qu'au plus niveau du gouvernement, on détestait prendre des décisions. Personne ne voulait avoir tort, aussi posait-on plus de questions ou ajoutait-on des procédures au processus.

Mc Chrystal se devait donc de « *se glisser hors du trou* » de l'administration suffocante de Washington. Il déménagea son quartier général dans la base de Balad à 60 kms de Bagdad et s'installa dans un vieil hangar avec trois centraux de communications : un pour combattre les affiliés à Al-Qaïda, un autre pour les extrémistes chiïtes dans le pays et un troisième pour lui-même pour contrôler toutes les opérations. (...)

Aucune guerre moderne n'est gagnée simplement par l'élimination mathématique de l'ennemi

Tuer l'ennemi était le morceau le plus facile, grâce aux immenses moyens technologiques, mais le trouver ne l'était pas. Mais grâce à Roy Apseloff, directeur du Centre National pour l'Exploitation des Médias, l'agence gouvernementale US pour l'analyse des documents saisis par la communauté du renseignement et les militaires, *JSOC* put recueillir un nombre considérable d'informations....

L'autre défi était d'origine humaine : les interrogateurs étaient mal formés et ignoraient tout de leurs détenus, ne sachant quelle question poser, comment les poser efficacement... Avant même que les photos sur Abu Ghraïb n'apparaissent en 2004, un rapport confidentiel avertissait que des éléments du *JSOC* battaient les prisonniers et les détenaient dans des endroits secrets. Lorsqu'ils ne trouvaient pas les hommes dans les maisons fouillées, ils emmenaient les femmes, les mères et les filles. Le rapport concluait au caractère contreproductif de ces méthodes pour obtenir le soutien des Irakiens.

Une autre enquête sur le *JSOC*, en 2004, réalisée sur une période de quatre mois montra que les interrogateurs ne fournissaient aux prisonniers que de l'eau et du pain ; d'autres prisonniers étaient entassés dans des cellules si peuplées qu'ils ne pouvaient ni se tenir debout ni se coucher tandis que leurs gardiens jouaient de la musique à haut volume pour les priver de sommeil. D'autres encore étaient déshabillés, trempés dans de l'eau froide et ensuite interrogés dans des pièces à air conditionné ou dehors dans le froid. ...

Le caractère dangereux du *JSOC* ressort du nombre de morts qu'il fit. En 2008, en Afghanistan seul, ses commandos ont frappé 550 cibles et fait à peu près un millier de morts. En 2009, ils ont exécuté 464 opérations et tué de 400 à 500 personnes. Lors de la descente de l'Irak dans le chaos, à l'été 2005, *JSOC* conduisait 300 raids par mois....Mais si tuer signifie gagner la guerre, le livre sur le *JSOC* pourrait être écrit. Or, aucune guerre moderne n'est gagnée simplement par l'élimination mathématique de l'ennemi.

Même à une époque d'armes « *intelligentes* » les accidents surviennent qui peuvent entraîner des reculs politiques majeurs.

Chaque raid du *JSOC* qui a blessé ou tué des civils, détruit leur maison ou leur source de revenus est devenu source de plaintes si lourdes que leurs effets contreproductifs, jusqu'à ce jour, sont difficiles à évaluer. Le taux de précision dans la cible visée (*individu, maison, business*) est pour le *JSOC* de seulement 50%, ce qu'il considère comme un bon score...

Lors des raids les plus durs, Mc Chrystal s'est souvenu de la description de Lawrence d'Arabie des « *cercles de chagrin* » ou le choc émotionnel ressenti par des petits groupes de combattants devant les morts. Fortement influencé par la vie de Lawrence, Mc Chrystal a vu dans ses troupes, des forces tribales des temps modernes : dépendantes les unes des autres pour la survie et l'attachement...

... Le Département à la Défense a assigné au *JSOC* un plus grand rôle dans un domaine non militaire, dont celui de suivre le flux de fonds des banques internationales vers les réseaux terroristes. Il l'a aussi engagé dans des « *opérations psychologiques* » rebaptisées « *opérations militaires d'information* » et a envoyé des petites équipes de *JSOC* en habits civils dans les ambassades US pour les aider dans leurs campagnes en direction des médias.

Lors de son arrivée à la Maison Blanche, Obama a chouchouté l'organisation et s'en est servi plus que son prédécesseur. En 2010, il a secrètement dirigé des troupes du *JSOC* au Yémen pour éliminer les chefs d'Al-Qaïda dans la péninsule arabe. Le Printemps arabe a obligé la Maison Blanche à différer certaines opérations du *JSOC*.

Mais en dehors de réseaux terroristes, l'ennemi de longue date du *JSOC* reste en fait la bureaucratie à Washington...

Version intégrale : « *Top Secret America : The Rise of the New American Security State* » par Dana Priest et William M. Arkin

Dana Priest et William M. Arkin (*Washington Post* - 2/9/11) –

Traduction (*extraits*) : Xavière Jardez

http://www.washingtonpost.com/world/national-security/top-secret-america-a-look-at-the-militarys-joint-special-operations-command/2011/08/30/gIQAvYuAxJ_story.html

Livre:

http://www.amazon.fr/Top-Secret-America-American-Security/dp/0316182214/ref=sr_1_1?s=english-books&ie=UTF8&qid=1316365642&sr=1-1

<http://www.france-irak-actualite.com/>

2-2 Francisco Vielma : Les tyrans pétroliers dans le monde.

Après la seconde guerre mondiale, les puissances triomphantes ont commencé une nouvelle phase de contrôle hégémonique sur le monde. Des facteurs tels que la position stratégique et l'énergie, ont été les principaux éléments qui expliquent l'intervention militaire, la guerre, l'interventionnisme politique, les coups d'État et les assassinats partout dans le monde entier, comme action spécifique et historiquement démontrée de pays comme les États-Unis, le Royaume Uni, la France, entre autres.

Mais il convient de s'arrêter au facteur énergétique. Comme nous le savons, l'énergie fossile est un élément clé dans le système économique mondial. C'est le produit qui fait marcher la planète. Le pétrole est la clé du système de production des pays développés, parce qu'ils n'ont pas su concevoir un système de développement au-delà des règles du capitalisme et du faux développementisme, dans lequel la nature du capital est de croître indéfiniment, de croître ou de périr. Cela implique l'utilisation démesurée et accélérée des ressources naturelles comme le pétrole, qui se trouve à l'extérieur des pays développés. La clé de la survie des Empires, est le contrôle de l'énergie et des matières premières. C'est pourquoi, depuis le début du XXe siècle le contrôle politique de l'énergie des pays dotés d'énergie et de matières premières s'est déjà pratiqué. Ce contrôle a été imposé sur la base de l'inégalité, ce qui a évidemment historiquement favorisé les pays développés au détriment de la richesse des pays propriétaires de l'énergie et des matières premières, Cette inégalité a été imposée par le contrôle de la direction politique des pays dotés de ces ressources, par l'utilisation de la force militaire, ou par l'utilisation de règles inégales dans le commerce international. Concrètement dans le cas du pétrole, l'OPEP a pris naissance dans les années 1960 dans le but de défendre les intérêts des pays possesseurs de ce point.

Dans un cadre global inégal dans l'exploitation des richesses, dans commerce international injuste, dans des conditions injustes impliquant le pillage des richesses pétrolières des pays à des prix dérisoires, nous

avons vu comment historiquement, dans la plupart des pays riches en ressources, leurs peuples ont été soumis à des conditions de pauvreté et d'inégalité. Un cas emblématique à cet égard, a été le Venezuela du XXe siècle, qui, alors qu'il était le principal exportateur de pétrole au monde de 1925 à 1960, a maintenu un niveau de pauvreté autour de 68 %. Les asymétries ont toujours été visibles, dans les pays riches en pétrole, c'est pourquoi s'y sont trouvés des secteurs sociaux qui ont exigé des changements dans l'utilisation de la richesse nationale, c'est pourquoi il y a eu des troubles politiques et sociaux qui sont clairement prévisibles.

Les bouleversements sociaux et les changements politiques se sont produits par intermittence dans tous les pays riches en pétrole. Mais dans de nombreux cas, ces transformations n'ont pas eu l'approbation des pays développés, surtout des États-Unis, le pays qui consomme le plus de pétrole sur la planète. Les changements politiques dans les pays riches en pétrole qui n'ont pas été approuvés par les États-Unis, ont été précisément ceux qui imposent de nouvelles règles dans le commerce dans l'exploitation du pétrole et dans sa fourniture, par le biais de taxes, des concessions et de collecte de redevances. La création de conditions plus favorables pour les pays détenteurs de pétrole, met en péril la marge de profit des compagnies pétrolières transnationales et les sociétés captatrices de la richesse engendrée par la fourniture de cette matière première.

Historiquement les États-Unis dans leur quête de matières premières et d'énergie bon marché ont assuré ce pillage des pays du tiers-monde, en utilisant l'ingérence politique et dans beaucoup de cas l'ingérence militaire. Mais ces stratégies ne fonctionnent pas elles seules, car, après la seconde moitié du XXe siècle, ils utilisent les armes de propagande mondiale, de l'intermédiation des organismes internationaux et de l'utilisation d'alliances politiques pour sécuriser leur hégémonie. Les États-Unis et les membres de l'OTAN (organisation du traité de l'Atlantique Nord), après la deuxième guerre, se sont assurés un rôle de « policiers du monde ». Comme dans n'importe quel film où il doit y avoir les « good guys » il doit y avoir les « bad guys », qu'ils le soient vraiment, ou simplement parce qu'il est nécessaire de les diaboliser afin que les « good guys » puissent agir. C'est ainsi que les « tyrans pétroliers », ont été groupe de « bad guys » sélectionnés dans le monde par les États-Unis, parce qu'ils sont particulièrement riches et « Tyrans ».

Beaucoup de dirigeants des pays riches en pétrole, ont été identifiés par les États-Unis comme « tyrans ». Tous les moyens de propagande mondiale ont été utilisés pour attaquer ces « tyrannies » et leurs dirigeants, toutes les formes d'ingérence politique visant à les renverser par tout moyen ont été utilisées, des organismes internationaux (comme l'ONU spatialement son Conseil de sécurité ont été utilisés pour imposer des sanctions sur ces pays et à l'occasion (pour diverses raisons) la guerre frontale a été utilisée contre ces pays pétroliers gouvernés par « tyrans ».

Certes, dans les pays pétroliers il y a eu des tyrannies, comme il y a eu dans n'importe quel lieu dans le monde. Mais la préférence ou des États-Unis et en Europe pour un tyran, ne dépend pas de son niveau de tyrannie, mais de la façon dont ces personnages traitent l'industrie pétrolière. Si le tyran gère l'entreprise en faveur des pays impériaux, il n'est pas un tyran, il est un « ami ». Si le tyran gère l'entreprise pétrolière dans une perspective nationaliste, c'est un tyran et un ennemi. Les Exemples sont multiples, examinons les !

Les bons tyrans

L'Arabie saoudite est gouvernée par une monarchie avec des dizaines d'années au pouvoir et dont le chef est le roi Abdullah bin Abdul Aziz, dans cette nation il n'y a pas de démocratie, mais une terrible ségrégation sociale et un processus systématique de violation des droits des femmes et des enfants. Ce n'est pas une tyrannie.

Le Venezuela a été gouverné pendant 4 ans à partir de 1988 et par Carlos Andres Perez, qui a envoyé à l'armée pour repousser les manifestations populaires de 1989, faisant plus de 6000 morts dans tout le pays soit au moment des émeutes, soit par la répression et la disparition systématique de personnes dans les jours suivants. Après cela, Pérez a été décrit par le père de George Bush, comme un « démocrate » exemplaire Il ne s'agissait pas d'une tyrannie.

L'Iran a été gouverné par Mohammad Reza Pahlavi connu comme le Shah ou l'empereur d'Iran de, qui fut roi de l'Iran du 16 septembre 1941 jusqu'à la révolution iranienne, le 11 février 1979. Il était le deuxième souverain de la dynastie Pahlavi. Il est célèbre pour avoir supprimé et interdit des partis

politiques, pour avoir promu la ségrégation tribale et pour avoir appauvri le peuple iranien en favorisant les secteurs de l'aristocratie de pétrole. Son règne s'est maintenu par la répression. Cela n'était pas considéré comme une tyrannie.

Les exemples de tyrannies avec consentement impérial peuvent être infinis à s'effriter de l'histoire, mais ont tous un dénominateur commun : tous géraient de manière complaisante les richesses pétrolières dans l'inégalité des conditions pour leurs pays et en favorisant les intérêts économiques des transnationales étasuniennes.

Les mauvais tyrans

Regardons la liste des dirigeants des pays riches en pétrole, qui ont reçu le label de « tyrans ». Malgré les actions de ces personnages, dans tous les cas, leur description comme « tyrans » par les États-Unis et l'Europe, a apporté l'élément additionnel justifiant le renversement de ces régimes pour installer le système démocratique occidental et le développement du système économique capitaliste international. Certains d'entre eux ont été destitués par les États-Unis, par les méthodes déjà expliquées, d'autres ont donné naissance à des systèmes de gouvernement plus qu'eux-mêmes. Ce sont :

Mohammad Mossadegh : a été le premier ministre démocratiquement élu d'Iran, entre 1951 et 1953. Il est connu pour avoir décrété la nationalisation du pétrole le 20 mars 1951, mesure qui a conduit à l'intervention des États-Unis et la Grande-Bretagne qui financèrent un coup d'état organisé par la CIA en 1953, qui renversa Mossadegh et établit une dictature monarchique avec à sa tête le Shah Mohammad Reza Pahlavi. Il fut accusé de terrorisme international et d'avoir une attitude anti-étasunienne affectant les entreprises transnationales à partir de la nationalisation de l'industrie pétrolière iranienne. Après le départ de Mossadegh Les entreprises de pétrole, retombèrent aux mains de British Petroleum et Texaco, jusqu'à l'arrivée de la révolution islamique de 1979.

Cipriano Castro : était un militaire et politicien vénézuélien qui devint chef d'État de 1899 à 1908, premier président de facto après le triomphe d'une guerre civile et à partir de 1901, comme Président constitutionnel du Venezuela. Il proposa de nouvelles règles pour les taxes et les redevances des compagnies pétrolières lesquelles développaient des activités échappant au contrôle. Il entreprit des actions judiciaires spécifiquement contre la Compagnie « New York and Bermúdez, Co. » dans lesquelles la nation réclamait une indemnité de 50 millions de bolivars ; et, deuxièmement, il commence l'expropriation de l'Orénoque Steamship Co. Toutes deux compagnies pétrolières. Ces deux cas actions entraînèrent la rupture des relations diplomatiques entre le Venezuela et les États-Unis en 1908. Année où Castro fut renversé par Juan Vicente Gómez. Castro était décrit comme « tyrannique et incompetent » par les États-Unis juste après la rupture des relations diplomatiques. Sous le gouvernement de Gómez, le Venezuela devint le premier producteur mondial de pétrole, avec une fourniture préférentielle aux États-Unis à des prix bas et inhabituels, libres de redevances et offrant une rente préférentielle.

L'ayatollah Ruhollah Khomeiny était un imam et un Ayatollah chiites iraniens leader politico-spirituel de la révolution islamique de 1979 et qui le reste encore. Les puissances occidentales le considéraient comme un « leader messianique, dont les initiatives politiques mettaient en danger la stabilité internationale ». En 1979, il a renversé le Shah d'Iran, Mohammad Reza Pahlavi. Khomeiny a dirigé l'Iran jusqu'à sa mort en 1989. Iran nationalisa la compagnie pétrolière et créa de nouvelles règles en matière de taxes et de redevances, et fit des réformes pour faire bénéficier de grands secteurs de la société des ressources pétrolières. L'Iran est maintenant qualifié (comme au temps de Khomeiny) par les États-Unis de « sponsor international du terrorisme et de pays hors-la-loi et tyrannique ».

Saddam Hussein : fut 1979 à 2003 avec le soutien de la CIA un dirigeant irakien qui entreprit une guerre contre l'Iran pour renverser le gouvernement de l'Ayatollah. Son gouvernement dans les premières années, a eu le soutien des États-Unis des d'armes y compris des gaz et des armes bactériologiques qu'il utiliserait contre l'Iran. Hussein était un allié clé des États-Unis, jusqu'à ce qu'il décide de faire des réformes pétrolières dans son pays, l'Irak devint un membre clé de l'OPEP et décida d'attaquer le Koweït (ancienne province pétrolière de l'Irak) pour le rattacher. Après, cela a engendré « Tempête du désert » et la guerre Golfe où les États-Unis envahirent le golfe Persique, attaquant l'Irak et créant une zone de non survol. En 2003, au prétexte de l'existence d'armes de destruction massive, les États-Unis et d'autres partenaires de l'OTAN, envahirent l'Irak, capturèrent puis exécutèrent Hussein et maintiennent jusqu'à présent une occupation. Il n'y a jamais eu d'armes de destruction massive en Irak. Hussein a été décrit comme « dictateur et bailleur de fonds du terrorisme international ». A présent les

accords pétroliers en Irak sont excessivement injustes envers l'Irak et ont tellement libéré la production que le pays en déjà ne fait déjà plus partie de l'OPEP.

Gamal Abdel Nasser : était un militaire et un homme d'État égyptien et le principal dirigeant politique arabe de son temps. Il fut président de l'Égypte de 1956 jusqu'à sa mort en 1970. Il nationalisa le Canal de Suez, provoquant une intervention militaire de l'Angleterre avec le soutien des Etats-Unis. L'Égypte, pays pétrolier et pays membre de l'OPEP, fit des réformes dans ce domaine, ce qui signifiait que Nasser était au centre d'attaques et de déstabilisation systématique, sa proposition de l'unité arabe est devenue une ingérence internationale plus constante. Après sa mort naturelle, de nouveaux groupes politiques prirent le pouvoir en l'Égypte, Sadate et puis Hosni Moubarak ouvrirent l'Égypte au marché libre avec l'Europe et les Etats-Unis, signant de nouveaux accords pétroliers préférentiels avec ces pays.

Jaime Roldós Aguilera : a été président de l'Équateur de 10 août 1979 jusqu'au 24 mai 1981. Il est mort dans un accident d'avion qui selon de nombreux indices aurait été provoqué. John Perkins, présenté comme un « assassin économique » confirme les actions spécifiques de la CIA pour l'assassiner. Roldos proposa des réformes politiques majeures. Sur la question du pétrole l'Équateur avait à l'époque avec une production de pétrole naissante et les projections futures de gaz, l'intention de créer une entreprise de production nationale au moyen d'une excluant les sociétés transnationales. Il fut présenté par les Etats-Unis comme une « menace » et fut accusé d'être lié au réseau communiste international en seulement 2 ans du gouvernement. Après la mort de Roldos, l'Équateur, repassa sous le contrôle de la classe politique qui l'avait précédé. Le projet pétrolier de Roldos fut transporté vers le futur de telle façon qu'il se réalise aujourd'hui sous la direction de Rafael Correa, l'Équateur disposant de ressources énergétiques suffisantes pour se considérer comme un pays exportateur et être maintenant membre de l'OPEP.

Isaías Medina Angarita : Président de la République du Venezuela, de 1941 à 1945. Il a été renversé par un coup d'état « civil-militaire » dans lequel a participé le parti d'Action démocratique. Il décréta l'augmentation de la participation de l'Etat vénézuélien à 50 % des bénéfices du pétrole, établissant également l'obligation pour les titulaires de licences de payer, non seulement les taxes consacrées par cette loi, mais aussi toutes les taxes générales qui seraient instituées c'est pourquoi les compagnies pétrolières ont été soumises depuis au paiement de l'impôt sur le revenu. Les transnationales intéressées ont aidé à son renversement, appuyant les civils et les militaires, parmi lesquels on compte Marcos Pérez Jiménez, qui deviendra plus tard un dictateur, Medina Angarita a été accusé de « nationaliste dangereux ». Après son départ s'ouvre une autre étape dans la dynamique des concessions pétrolières vénézuéliennes.

Ben Bella : gouverna l'Algérie entre 1962 et 1965. Ben Bella nationalisa les propriétés abandonnées par les français après la décolonisation, ainsi que d'autres entreprises clés de l'économie du pays. Il établit un régime socialiste fondé sur l'autogestion des petites et moyennes entreprises, entreprit une réforme agraire et conçut un programme de libération des femmes, les encourageant à abandonner le voile et à s'intégrer dans la vie sociale et politique. Le pétrole comme ressource principale de l'Algérie fit l'objet de réformes. Ben Bella a été renversé et emprisonné pendant 10 ans. Il a été accusé de pratiquer la tyrannie et la persécution politique. Après son renversement, les conservateurs au pouvoir sont devenus des alliés de l'Amérique au Maghreb.

Mahmoud Ahmadinejad : actuel président de la République islamique d'Iran, depuis le 2 août 2005. Il a continué la politique pétrolière de son pays mise en œuvre depuis le début de la révolution islamique. Cette politique a été très nationaliste et a conduit à l'Iran à une place de puissance moyenne, étant le pays le plus puissant en Asie centrale et l'un des plus influents du golfe Persique. Ahmadinejad et l'Iran sont considérés comme ennemis des Etats-Unis comme parrains du terrorisme international et « obstacle à la paix dans le monde ». Ils insistent sur le fait que le programme nucléaire iranien est pacifique (pour la production d'électricité, le dessalement d'eau de mer à usage humain et à des fins médicales) a, à la demande des membres de l'OTAN, engendré des sanctions économiques pour l'Iran. L'Iran est soumis à de possibles actions militaires des États-Unis étant considéré comme une menace contre Israël et le monde occidental par sa possible puissance militaire nucléaire, chose qui n'a pas été confirmée et l'Iran a nié en se soumettant à l'inspection internationale de l'AIEA (Agence internationale de l'énergie atomique). La droite républicaine américaine au complet, demande à Barak Obama d'agir militairement en Iran, d'envahir ce pays pour « sauvegarder la paix et la sécurité des Etats-Unis ».

Kadhafi : dirigeant libyen installé au pouvoir depuis 1969 et qui, depuis les années 1970 a nationalisé l'industrie pétrolière. Bien qu'actuellement l'activité pétrolière ne soit pas entièrement nationalisée, la Libye recèle près de 50 milliards de pétrole ultraléger, le plus convoité et qui avant le conflit de 2011 était dirigé vers l'Europe à raison d'environ 1 600 000 barils par jour. La Richesse de la Libye est estimée à 200 milliards de dollars en dépôts dans les banques européennes. Depuis la politique Kadhafi la Libye est considérée comme un pays hors-la-loi, il a traversé des moments d'isolement international, dont il est sorti seulement après une ouverture de Kadhafi à l'investissement International, principalement français, italien et britannique. Au début de 2011, les tribus hostiles à Kadhafi, conjointement avec la coopération internationale de mercenaires armés, ont pris des postes militaires du gouvernement, y ont pris l'armement et ont entamé une rébellion contre Kadhafi en essayant de créer une République séparatiste dans l'est pétrolier du pays. Kadhafi a répondu militairement. Les médias internationaux et la diplomatie internationale où les USA ont joué un rôle de premier plan, ont soulevé la nécessité de prendre des mesures contre Kadhafi puisqu'il attaquait des « civils sans défense, qui réclamaient la liberté ». Au moment de la rédaction de cette note, il y a des sanctions économiques et militaires et la création d'une zone d'exclusion aérienne en Libye permettant le bombardement par les États-Unis et la France, avec la collaboration des membres de l'OTAN.

Tripoli est assiégée et les habitants massacrés dans les rues par des mercenaires séditieux et infiltrés, représentant la dissidence du soi-disant Conseil national de transition, soutenu par l'Occident. Les comptes de la Libye en Europe ont été gelés sans qu'on connaisse leur avenir, confisquant les richesses du peuple et de l'État libyen pour asphyxier Kadhafi. Le maintien au pouvoir de Kadhafi est incertain.

Hugo Chávez : dirigeant vénézuélien élu depuis 1998. Avec un Discours anti-impérialiste et une action progressiste, il a fait 2 changements à la Loi sur les hydrocarbures, donnant la priorité à l'État dans la capture des revenus pétroliers et le revenu par la redevance. Il a renationalisé la compagnie pétrolière, mettant un terme à « l'ouverture pétrolière » de la présidence précédente. Après un sabotage pétrolier, il a repris le contrôle complet de l'État sur PDVSA et commence une nouvelle étape dans la politique pétrolière nationale, où l'entreprise d'Etat est le principal actionnaire et l'unique gérant de l'économie pétrolière. Chavez, accusé de « Communiste » par les États-Unis, a subi un coup d'état en 2002, mais deux jours plus tard il a été réinstallé à son poste par les militaires et les civils qui le soutenaient. Il a été constamment accusé par les médias internationaux et la diplomatie étasunienne et européenne de financer le terrorisme international (FARC, ETA, HEZZBOLLAH, le HAMAS et Al-Qaïda), de mettre fin à la liberté d'expression, d'emprisonner ses ennemis politiques et d'entraîner son pays dans la pauvreté grâce à sa version du communisme. Le Venezuela est le pays qui détient les plus grandes réserves de brut lourds et ultralourds certifiées et vérifiées dans le monde, environ 296,5 milliards de barils. Hugo Chávez est la cible de toutes sortes d'attaques politiques et de complots dans son pays, par le biais de secteurs d'opposition principalement constitués par les groupes politiques et économiques (médias, partis et associations) liés aux Etats-Unis qui détenaient la richesse et le pouvoir avant son arrivée. Les gouvernements antérieurs ont conduit des politiques pétrolières préjudiciables à l'intérêt national et en faveur du premier client du pétrole du Venezuela : les Etats-Unis.

La liste est trop courte pour intégrer les cas de pays comme le Nigeria, l'Indonésie et le Gabon, qui ont été membres de l'OPEP, comme aussi le cas des autres pays pétroliers à l'extérieur de l'OPEP. Dans un monde aux ressources de plus en plus limitées, les puissances consommatrices et surtout les Etats-Unis et l'Europe, ont lancé une nouvelle étape dans la chasse aveugle au pétrole que ce soit par les voies régulières de l'entreprise, par la subordination politique des producteurs ou par une intervention militaire directe.

N'apparaissent pas dans cette note, les tyrans anonymes du pétrole, ceux qui gèrent les sociétés pétrolières transnationales qui bénéficient de ces méthodes pour le contrôle de l'énergie. Des entreprises comme Exxon, Halliburton, Chevron, BP, ENI, Shell, entre autres, ont participé ouvertement au financement des politiciens aux États-Unis et en Europe, au soutien aux forces militaires, à la création de lobbys internationaux en soutien à l'ingérence la guerre et au pillage de la richesse des pays visés. La raison du captage du pétrole bon marché, par les pays développés et même de puissance émergentes comme la Chine, le Brésil et l'Inde, consiste à externaliser les dépenses, à maintenir le système de production et de consommation mondial. Externaliser les coûts, implique baisser le prix des matières premières à un niveau ridicule, afin de produire à bas prix et ainsi maximiser les profits, dans le même

temps de mettre les biens de consommation sur une grande échelle au niveau mondial. Cela indique que, dans la continuité du système mondial capitaliste, aucun pays détenteur de ces matières premières (ne peut éviter ((être soumis (pacifiquement ou violemment) aux intérêts du système de domination mondiale.

Les guerres du pétrole, sont une réalité de notre temps. Nous avons vu le cas de l'Irak et de la Libye, comme les menaces contre l'Iran. Dans le même temps, il convient de souligner les menaces directes et indirectes contre le Venezuela, se souvenant de sénateur Paul Coverdell, qui, comme Rapporteur du Plan Colombie « pour contrôler le Venezuela, il est nécessaire d'occuper militairement la Colombie ». À présent les Etats-Unis ont 7 bases en Colombie et 6 bases dans les Caraïbes, toutes entourant le Venezuela.

Le système des médias internationaux dans les mains des intérêts transnationaux, ont pratiqué la soi-disant « fabrication du consentement » tant au sein des frontières de l'Europe que dans l'arène de l'opinion publique mondiale. Cela consiste à créer l'approbation, créent une masse critique, d'adopter les motifs des guerres et des invasions. Ils ont fabriqué et protégés des tyrans, comme nous l'avons dit, cela dépend sur complaisants qu'ils sont les intérêts économiques des pouvoirs. De cette façon, l'Empire a fait leurs villages dans le service des guerres, assumant un rôle de police dans le monde et en leur faisant croire leurs peuples que ces mesures d'interférence sont dus à des raisons liées à la paix et la sécurité des américains et des européens dans leur propre territoire et d'aide humanitaire. N'oubliez pas que le cas de l'Irak, a été le cas d'une « guerre préventive », c'est-à-dire, envahir l'Irak pour éviter l'attaque avec des armes de destruction massive qui n'a jamais existé, en Europe et aux USA. Ils omettent et refusent, l'entreprise transnationale découlant de la guerre dans les pays occupés.

« Pour voir les fanons de votre voisin brûler, mets les tiens à tremper », explique une expression populaire. Est laissée à la réflexion des pays possédant des Richesses naturelles et ses peuples, la compréhension du cycle historique de notre temps. Une ère de respect pour le droit international, la fabrication des « raisons de guerre » et les actions plus flagrantes des pouvoirs et ses multinationales par des ressources.

Combien de tyrans de pétrole ont été ou sont en fait une telle chose ? Quelques tyrans de pétrole n'ont jamais été ni ne seront appelés comme tel ? Seule la mémoire vivante des peuples a réponse à cette question. Cela nous ne le saurons jamais par CNN, ni par la voix officielle des maîtres du monde. Mais pour déchiffrer la relation **tyrannie-pétrole** nous pouvons appliquer le principe du rasoir d'Occam (principe philosophique selon lequel, lorsque deux théories égales ont les mêmes conséquences, la théorie qui a le plus de chances d'être correcte est la plus simple). Exprimé en ces termes : qu'est ce qui est le plus probable ?

Option A :

Partout dans le monde Les pays riches en pétrole, indépendamment de leur latitude et de leur culture, pour des raisons inexplicables, ont une forte propension à être dirigés par les tyrans terroristes.

Option B :

Les Etats-Unis et l'Europe qualifient tyran à tout dirigeant d'un pays de pétrole qui touche aux entreprises transnationales.

L'option la plus simple dans ce cas, est probablement en appliquant le rasoir d'Occam, est l'**option B**, étant la plus simple au premier abord, et étant confirmée par les lignes qui précèdent et étant une réalité inscrite dans l'histoire des pays victimes de l'impérialisme comme étape suprême du capitalisme.

Mon dernier message au lecteur :

Si vous vivez dans un pays pétrolier et si votre pays est gouverné selon CNN par un « tyran », n'oubliez pas qu'il est dans le collimateur d'intérêts transnationaux. Votre pays, est un pays de hors-la-loi. Il est probable que des soldats viennent de l'étranger pour vous « libérer » vous et les vôtres, qu'il est possible qu'ils entrent dans votre maison et vous soumettent vous et les vôtres. N'oubliez pas, que lorsque des soldats étrangers, certainement étasuniens sont dans votre pays, ils ne vous entendront probablement pas si vous criez que vous n'êtes pas un terroriste, parce que vous faites partie de l'ennemi. Pas plus qu'ils ne vous entendront vous si vous insistez sur le fait que vous étiez contre la « tyrannie », car vous faites partie de l'ennemi. Comprenez que vous êtes considéré un ennemi, si de l'occupation de leur pays par une force étrangère vous déplaît. Comprenez que, que vous sympathisiez ou non avec votre « tyran », vous serez un ennemi de tout citoyen au sein des frontières des Etats-Unis, surtout si ce citoyen américain est un soldat, est dans l'obligation de vous tuer ou de vous arrêter ou de vous torturer. Sachez

que s'ils viennent pour votre pétrole, passera sous occupation par une force étrangère pour des années, et il faudra des décennies pour que votre pays atteigne une situation économique favorable et équitable. Mais voyez le côté positif ; ce qui a conduit ces forces étrangères à « libérer » votre pays, prendra fin, le tyran et le pétrole disparaîtront. Et puis ils s'en iront. Ceci suggère que plus jamais ils ne « libéreront » votre son pays pour ces mêmes raisons. A moins que ne surgisse une autre ressource et que surgisse ensuite un autre tyran qui veut la gérer pour votre bien. Mais ceci est déjà une autre histoire.

Francisco Vielma. Sociologue

1er septembre 2011

Source : [COMAGUER](#)

2-3 Lindsey GERMAN ; Et maintenant, que diriez-vous d'une minute de silence pour les morts en Afghanistan, Irak, Pakistan.... ?

Les commémorations du 11/9 ont donc eu lieu, mais n'attendez pas une couverture non-stop de la guerre en Afghanistan, avec son cortège d'histoires poignantes de parents, de conjoints et d'enfants tués.

A mes yeux, nous avons touché le fond avec l'omniprésence de Tony Blair dans les médias. Longuement interviewé pour l'émission *Today* et cité par de nombreux journaux nationaux, il a profité de cet anniversaire pour justifier sa guerre illégale contre l'Irak et encourager de futures attaques contre l'Iran en particulier.

Ce fût particulièrement scandaleux de le voir profiter de la sympathie naturelle ressentie envers ceux qui ont perdu des proches pour promouvoir de nouvelles guerres, tel un prêcheur démentiel. Et tous les va-t-en guerre l'ont rejoint dans sa mission en ignorant les morts et les destructions bien plus grandes provoquées par ces guerres présentées comme des représailles contre un acte original.

J'attends toujours des commémorations pour ceux qui sont morts dans la guerre en Afghanistan. Cette guerre, déclenchée il y a dix ans, a tué 20.000 Afghans aux cours des deux premiers mois, selon une estimation d'un rapport de l'ONU. Des dizaines de milliers sont morts depuis, ainsi qu'un million d'Irakiens.

Mais je ne vois pas les présidents passés et présent des Etats-Unis en train d'observer une minute de silence solennelle. Je suppose que nous n'avons pas d'histoires poignantes à raconter sur des parents, des conjoints et des enfants tués au cours de ces attaques. Je suis certaine que nous n'aurons pas droit à une couverture non-stop de deux semaines sur les moindres détails de la guerre en Afghanistan.

Le 11/9 est donc présenté comme une terrible tragédie vécue par le peuple américain dans son ensemble – tragédie provoquée par des « fanatiques », des « extrémistes », par « des gens qui haïssent notre mode de vie » (et qui se trouvent être tous des musulmans, évidemment). Mais il n'y a pas d'équivalent pour les Afghans ou les Irakiens qui subissent des guerres toujours provoquées par des méchants issus de leurs rangs et jamais par « l'appareil militaire des Etats-Unis » dont « les objectifs impériaux » les amènent à « haïr les musulmans ».

Pire encore, ces guerres sanglantes qui provoquent des morts, des blessés, des réfugiés déplacés pendant des années, des niveaux de violence et d'insécurité accrus, la peur, la corruption, des chefs de guerre, des tortures, des emprisonnements, ne sont pour la plupart du temps jamais mentionnées.

Les médias font passer leurs messages soit par ce qu'ils racontent que par ce qu'ils taisent. En ignorant ces guerres tout en insistant sur le 11/9, le clou est enfoncé. Le fait de ne pas parler de ces guerres fait croire aux gens qu'elles n'ont pas vraiment lieu ou qu'elles vont bientôt se terminer.

Je suppose que les attaques à Kaboul aujourd'hui par les Résistants sont destinées à contrer cette vision des choses et que c'est pour cela qu'elles ont eu lieu deux jours après le 11/9. Les attaques contre le quartier général de l'OTAN et l'ambassade des Etats-Unis envoient un message très simple : la guerre continue et les envahisseurs ne sont pas en train de la gagner. Ces derniers n'arrivent même pas à effectuer le transfert de pouvoir à leurs alliés afghans.

Un témoin oculaire à Kaboul a raconté à la BBC : « Il n'y a aucune sécurité à Kaboul. Ceci est la zone la plus sûre et si nous ne sommes pas en sécurité ici alors nous ne sommes en sécurité nulle part en Afghanistan. »

La véritable histoire de ces dix dernières années, celle qui devrait être créée sur tous les toits, c'est celle de l'échec de la guerre contre le terrorisme.

La couverture médiatique du 11/9 était censée le cacher et non le révéler. Mais la réalité finit toujours par s'imposer.

(Stop the War)

Lindsey German

15 septembre 2011

<http://www.stopwar.org.uk/index.php/usa-war-on-terror/789-no...>

Traduction par VD pour le Grand Soir avec probablement les fautes et coquilles habituelles.

URL de cet article 14640

<http://www.legrandsoir.info/et-maintenant-que-diriez-vous-d-une-minute-de-silence-pour-les-morts-en-afghanistan-irak-pakistan-stop-the-war.html>

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

- " Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19